

RESISTANCE DES ETATS, TRANSLATION DE LA PUISSANCE

vendredi 1er décembre 2017, par [LALLEMANT](#)

Resistance des Etats, translation de la puissance

La puissance a horreur du vide. « Que la décennie 90 était belle ». Les territoires étaient remplacés par des communications virtualisées. L'opposition idéal-typique entre géopolitique et géo-économie semblait finalement réconfortante, les conflits territoriaux dépassés par la modernité de l'échange marchand... La dérèglementation économique et financière n'a finalement pas favorisé la réglementation internationale par les normes et les valeurs (crise de l'OMC et du multilatéralisme).

Ce qui était « rassurant » dans le monde d'après-guerre (bipolaire avec équilibre de la terreur), c'était sa (relative) rationalité et prévisibilité. Ce qui était illusoire dans le monde d'hier (décennie 90), c'était le bonheur par le marché mondial lieu de « l'affrontement chevaleresque » des entreprises. Ce qui est inquiétant aujourd'hui c'est l'incertitude générale et l'oubli des réalités anthropologiques [1]. L'insécurité n'est pas soluble dans le marché. Voila déjà longtemps que Samy Cohen parlait de résistance des Etats [2] au moment où la doxa dominante nous vantait **la mondialisation heureuse avec ses vertus unificatrices des territoires** [3]... Cette dernière vision dissimulait à peine un aveuglement assortie d'une naïveté coupable, une paresse intellectuelle ! [4]. Elle proposait « un confort facile » : le bien être des populations passe par l'économie, la liberté des peuples par le grand marché, « un level playing field » qui rend la terre plate. Même les formules en trahissent le peu de réalisme tels les capitalismes développeurs des pays émergents. En oubliant les oligarchies qui dirigent des industries de puissance et stratégiques que sont entre autres les sociétés énergétiques et les Fonds souverains). Tout au plus un monde de risques principalement économiques, à gérer ! Des risques autres, souvent oubliés qui peuvent venir d'une communauté, d'un acte isolé, de protestations, d'un Etat effondré etc...

Doit-on s'étonner d'une telle approche lorsque **les théories économiques (la Science Economique)** ont bien du mal à intégrer les rapports de force (hors mercantilisme) ou bien les euphémisent avec l'analyse géoéconomique ? Celle ci a longtemps considéré la puissance, l'espace et les conflits économiques largement virtualisés. La décennie 90 confirmait **un transfert de la conflictualité internationale du champ militaro-idéologique vers le champ économique et culturel**. La préservation de l'autonomie économique et culturelle s'appuie sur la capacité à innover avec une base industrielle et technologique solide, sur la préservation des ressources et surtout la construction d'une sphère d'influence globale.

Dans les années 90, B. Badie et M.C. Smouts, **dans le retournement du monde** [5] observaient que les attributs majeurs de **la puissance étatique (territorialité, sécurité, souveraineté)** semblaient se diluer. Un mouvement majeur au moment où l'on assistait alors à la désagrégation de l'espace soviétique puis à l'impuissance de la puissance, des E.U en particulier [6]. C'est le sommet de la doctrine du soft power valorisée depuis trois décennies. Les normes et valeurs (principes démocratiques), les technologies et standards industriels, les stratégies d'influence confortaient la domination occidentale. Mais nouveau tournant depuis quelques années, l'Occident est attaqué sur ses normes technologiques, humaines et libérales sensées s'universaliser. Les Brics et en premier lieu la Chine investissent les organismes de certification en multipliant les sources normatives dans le domaine des nouvelles technologies, des communications, de l'aviation... Le Consensus de Pékin ne laisse aucun doute sur les Droits de l'homme. Surtout la crise de l'OMC met à mal le multilatéralisme occidental et ses projets majeurs (COP21, CPI, ONU...). Des solutions alternatives apparaissent mais souvent dans une logique d'immatrité ou autoritaire.

La mondialisation économique tend à dématérialiser la puissance car elle nécessite de développer des stratégies d'influence et de maîtrise du sens. La diplomatie numérique favorise la e-réputation, la cyber-influence. Le cyber-espionnage devient incontournable. E. Delbecque parle **de fabrique du consentement** [7]. Une dématérialisation qui fait oublier les logiques historiques des relations internationales. La puissance sur les choses (proche de force), sur les esprits (persuader, convaincre, emporter le consentement) et sur les valeurs (normes et doctrines) sont moins matérialisés. Si les définitions de la puissance sont légions, on peut s'appuyer sur les typologies de S. Sur [8]. La puissance se définit par la capacité de faire, de faire faire, d'empêcher de faire (droit de veto, dissuasion nucléaire) et de refuser de faire. R. Aron a ajouté aux ressources de la puissance, la volonté de faire, cas aujourd'hui de plusieurs pays émergents (Russie, Iran, Turquie, Brésil...). L'objectif final est de conserver une autonomie dans le « Concert des Nations », largement acquise ces dernières décennies par la dimension économique. Pourtant dans ce monde ouvert **des « lois » sur la puissance sont à l'oeuvre : loi des rendements décroissants de la puissance qui accroît ses coûts pour un résultat souvent faible**. Citons quelques corollaires : diversification et banalisation de la puissance, tendance à sa privatisation. Le plus puissant n'est plus forcément le plus fort.

Il n'est pourtant pas nécessaire d'adhérer **aux thèses réalistes** pour comprendre que le schéma des relations internationales ne suit pas une voie linéaire au moment où l'on reparle du retour du risque géopolitique [9]. Où l'on découvre que l'univers économique comme alchimie de la convergence a ses limites. Le monde actuel ce n'est ni celui du post-national, ni celui de la fin de la puissance, ni totalement le post-américain... Plutôt l'apolarité que la multipolarité, un contexte de relations internationales entre anomie et rapports de force. Où l'on découvre encore que **la sanctuarisation de la force classique (hard power)** ainsi que les nationalismes ne sont jamais définitifs. Un peu comme les droits démocratiques qui ne sont jamais définitivement acquis. Comment croire que l'hyper-compétitivité affichée comme but ultime des sociétés et le hard power atténué, décentré vers l'économie aient pu permettre d'envisager « la fin de l'histoire »... ? **La puissance est une force mutante et résiliente, liée profondément à l'anthropologie humaine** [10]. Le hard et le soft power en termes de réputation et d'influence donnent une force de frappe dissuasive. La puissance par l'expertise, par la réactivité et la résilience sont déterminantes.

La conjoncture économique détermine aussi les velléités de la puissance. La politique étrangère de l'Arabie Saoudite, du Brésil, de la Turquie... est plus dépendante de la conjoncture que de l'ancien conflit Est/Ouest. Les alliés historiques occidentaux deviennent des rivaux, des capitalismes en guerre [11]. L'alliance, aussi fragilisée par les acteurs sociétaux, devient un marchandage sur lequel on joue (D. Trump face à l'UE et/ou l'OTAN). Le monde contemporain au delà de la parade des forces est aussi celui du syndrome de l'Etat effondré, d'un excès de faiblesse d'un Etat (Pakistan, RDC, Liban, Afghanistan...) qui peuvent devenir un terreau éventuel du terrorisme. On constate que la puissance a horreur du vide. Le basculement américain entre la présidence de B. Obama et de D. Trump est significatif du jeu sur la puissance d'un pays « qui reste nécessaire » [12]. Sous la présidence de B. Obama, la retenue des E.U dans les conflits internationaux a ouvert la voie à des opportunités de puissance pour des pays en reconquête de leur passé historique [13].

B. Obama a aussi fait des délégations de puissance (guerre de Lybie, retrait d'Irak, Syrie, etc...). D. Trump s'inscrit à nouveau dans l'appel à la conscience américaine de la puissance.... Mais fait nouveau, celle-ci peut s'exercer contre elle même, Trump, l'antiaméricain ? [14]. Malgré tout, les EU semblent rester « une puissance nécessaire », où l'on voit que le simple anti-américanisme n'est pas une solution... ni le monde simplement et logiquement post-américain [15]...

Des auteurs comme J. Nye, même s'ils se sont éloignés des thèses réalistes (Hobbes, Machiavel) et du paradigme stato-centré d'hier, se sont bien gardés d'enterrer la puissance, les Etats et les logiques de domination. Dans un monde ouvert, « tout acteur est sensible et vulnérable aux comportements des autres acteurs du système. L'attractivité du recours à la violence pour des buts politiques diminue quand l'interdépendance s'accroît » car il y a des coûts. **La puissance est éclatée entre plusieurs échiquiers et plusieurs pays.** J. Nye en cite trois. Le premier celui du domaine militaire confirme un monde unipolaire (les E.U dans leur capacité à gérer un conflit global), le deuxième correspondant à l'économie mondialisée est plutôt multipolaire. Le troisième échiquier concerne les phénomènes transnationaux, ceux de l'avenir... (réchauffement, terrorisme, FMN....) est un monde de chaos et d'apolarité. Dans l'interdépendance complexe [16], est puissant, pas l'omnipotent mais le moins vulnérable. Mais la critique du stato-centrisme et l'interdépendance complexe de J. Nye ne sont pas un dépassement de l'anarchie interétatique. Il y a asymétrie des Etats qui restent in fine les seuls régulateurs [17]. Les bénéfices de l'interdépendance sont très inégaux. Plus récemment, on craint le retour du risque géopolitique [18] avec dans ses valises les logiques de puissance autour de territoires enviés tel que ceux de l'espace post soviétique...

La forme historique de l'Etat-nation, à laquelle ont accédé de plus en plus de peuples dans le monde d'après guerre, résiste mieux dans un contexte de terrorisme et de conflictualité internationale, que les Organismes internationaux. Mais cette résilience réhabilite la Sécurité nationale (cf aussi le discours de M. Macron sur l'armée commune et le budget européen). Où l'on « (re)découvre » que les règles de droit ne sont pas neutres, qu'elles expriment les préférences nationales.... Le soft power se révèle comme une autre forme des rapports de force. Ne parle-t-on pas de la guerre ou bataille des normes ? Nous vivons désormais dans un monde où tout oppose la post-modernité de l'UE et les discours de grandeur de pays en désir de retour de puissance. Dans l'espace post-soviétique, la Russie se réintroduit territorialement dans les pores de l'échec occidental (Géorgie 08, annexion Crimée 014, Ukraine depuis 2013), tout en procédant à son élargissement stratégique à la Syrie dès 2015. V. Poutine entretient un discours revanchiste habile en quête d'un prestige à reconquérir, qualifiant les limites de la Russie « d'étranger proche » etc... Construisant un storytelling souvent fondé historiquement au moins en partie, il tente de corriger les frontières issues de la fin de l'empire soviétique et surtout d'affaiblir le couple franco-allemand. Peut-on avancer l'idée d'un hard power « mesuré » ? V. Poutine conteste les barrières territoriales, grande doctrine occidentale normative depuis la fin de la guerre. L'Iran, la Turquie aussi etc... aspirent au retour de la grandeur au moins régionale. **L'unité est la première condition de la puissance.** Z. Laïdi a bien décrit l'UE comme puissance normative [19], zone géographique qui a le plus signé de Traités dans le monde. Que reste-t-il d'une telle puissance éparpillée et désordonnée lorsque les normes sont contournées et non respectés ? [20]. Désormais les variables lourdes de la puissance s'expriment à nouveau dans le champ international : la taille du territoire, le nombre....

C'est le retour de la géographie et du néo-mercantilisme, un temps éclipsés par le marché mondial et « le monde plat ». La retenue de la Chine s'inscrit dans le temps long de la construction de la puissance en commençant par la sécurisation de ses approvisionnements énergétiques (Afrique et Moyen-Orient) et le développement d'une force crédible (collier de perles et autres portes avions). Le soft power politique et économique promeut une logique d'influence avec les nouvelles routes de la Soie en Asie centrale et la pression des différents maritimes en Mer de Chine (projet OBOR, one belt, one road). On l'a compris : les enjeux de la Sécurité nationale et les discours nationalistes réhabilitent les thèmes et les entreprises de puissance. Les EU sont une véritable puissance digitale mais contestée par les affaires type Wikileaks (E. Snowden en juin 2013). Après la période Obama et son projet tourné vers l'Asie (méga-traités commerciaux transpacifique et transatlantique), la période de surenchère devient incertaine sur le plan géopolitique dans la zone Asie.

Pendant un temps, celui de la mondialisation heureuse, appuyée sur l'illusion du non espace physique (figure du réseau), la multiplication des interdépendances et la complexité (E. Morin), pouvait laisser penser à une obsolescence de la puissance, à tout le moins pour les grands pays. **Le retour des Etats** (le mot « retour » est significatif de l'aveuglement doctrinal) s'exprime en particulier avec la crise des subprimes sur le plan économique. Il n'y a pas eu de relance commune européenne mais des relances nationales. La perte de sens conduit aux populismes. Là l'Europe est à la peine en raison de deux handicaps lourds : les égoïsmes nationaux et la doctrine libérale de la Commission. Elle doit désormais faire face aux populismes intérieurs et extérieurs. G. Duval [21] constate qu'à chaque échec de construction de groupes industriels européens, **les champions des pays européens** se sont tournés vers des groupes transeuropéens (Renault-Nissan, Fiat-Chrysler, PSA-Dongfeng, Arcelor-Mittal etc...). Siemens-Alstom, Fincantieri-Chantiers de l'Atlantique feront partie des contre-exemples. Aujourd'hui les Etats nationaux en Europe, faute de champions européens, tentent la consolidation de leurs secteurs stratégiques et élargissent la notion de défense nationale. Siemens et Alstom seront-ils le fer de lance européen d'un « Airbus du rail » ?

L'heure est à l'Etat stratège, un concept valise ! Il s'agit de construire tant bien que mal un périmètre stratégique d'entreprises considérées comme primordiales pour la souveraineté. Suite aux affaires Kuka et Aixtron, même l'Allemagne a désormais son « décret Montebourg » [22].... On connaît la multiplication des décrets de patriotisme économique depuis D. Villepin (décret du 30 décembre 2005, décret Montebourg du 14 mai 2014). Les Etats essaient de se doter d'outils souverains comme la France qui a lancé un programme pour les faire émerger dans le domaine numérique. L'enjeu des Etats stratèges est majeur : continuer à exister et exprimer des préférences nationales dans un monde d'interdépendance notablement asymétrique. Si personne ne connaît le devenir de l'Etat stratège, il ne s'agit pas pour le moins d'un Etat-providence. Le retour des Etats, oui mais autour des questions régaliennes,

beaucoup moins du côté social.

Pour les transnationaux, l'interdépendance complexe nous protégerait de la guerre. Que dire des Etats qui fourbissent leurs armes stratégiques autour de nouveaux enjeux : gouvernance du net, course technologique, stratégies d'influences, politiques d'intelligence économique, cyberguerre [23]. Pourtant, même s'ils voient la multiplication des acteurs transnationaux, J. Nye et Keohane restent au final persuadés que ce sont les Etats qui demeurent incontournables dans le chaos international. Pour Th. Gomart (Directeur IFRI), le risque géopolitique défini par les rivalités de pouvoir liés à des territoires est de retour. Une trame de fonds avec des enjeux de puissance qui se construit sur des conflits territoriaux. Le risque est évalué à plusieurs niveaux : le 1er est celui du projet de puissance de certains pays notamment émergents ou ré-émergents (Russie). Ceux-ci portent une volonté d'autonomie stratégique en s'appuyant sur des ressources essentielles (énergie, finance, armement, numérique). Le 2eme niveau est à relier à la dimension systémique des acteurs dont toute action a une répercussion sur l'ensemble du système. A ces caractéristiques correspond ce que **Th. Gomart qualifie de triangle stratégique (Chine, EU, Russie)**, une configuration structurante (et/ou fluctuante) pour les relations internationales. En raison de la fin de la stabilité hégémonique, la déformation de ce triangle constitue indéniablement une des principales forces de transformation de la mondialisation. Ces trois puissances nucléaires font partie des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, représentent les trois plus grandes dépenses militaires dans le monde, sont très présentes sur les quatre structures de la puissance (énergie, finance, armements et numérique). Ils constituent à eux trois environ 35 % du commerce extérieur de l'Union européenne. Deux d'entre eux ont des échanges importants avec le Japon. Si l'on définit un projet de puissance comme une capacité à produire une vision de l'avenir et à la promouvoir dans le concert des Nations, alors ces trois pays apparaissent clés dans le paysage politique international. Ce triangle en raison de son poids géopolitique et géoéconomique, sera structurant ou déstructurant des relations internationales à venir.

Dans la mesure ou la gouvernance mondiale n'existe pas, l'Etat-nation est ainsi réifiée par les besoins de la Sécurité Nationale et la volonté d'autonomie. La mobilité est plus forte pour un Etat qu'une Organisation. L'insécurité et l'incertitude poussent à « la totale sécurité » bien au delà de la Défense nationale. Dans ce monde fluctuant à la puissance éclatée, les capacités de réactivité et de pro-activité sont essentielles. Aucune surprise alors, que les Etats s'investissent totalement dans une politique de compétitivité et d'intelligence économique nationale. Ainsi, **assiste-t-on au retour paradoxal de la puissance, affaiblie, fragmentée, donc peu structurante** mais suffisamment forte pour déstabiliser l'ordre mondial. Résistance aussi des Etats, qui en soit ne dit rien sur le monde de demain, puisqu'aucune puissance ni Etat n'apparaît à ce jour suffisamment stabilisateur pour fournir un horizon prédictible des relations internationales. L'affaiblissement de la puissance accroît le pouvoir de nuisance des « petits pays » qui en possèdent une parcelle (Corée du Nord, Syrie, Iran...), en rendant difficile et incertain un équilibre régional. Les Nations, les Etats et les rapports de force n'ont donc pas disparu par la magie du grand marché mondial unifié ! D'ailleurs jamais cette croyance n'est-elle allée au delà de l'UE... Les EU, la Chine, l'Inde, la Russie ont-ils jamais envisagé une telle perspective... ?

Autour de l'idée de souveraineté partagée, l'UE connaît des contestations croissantes. D'aucuns voudrait créer une souveraineté européenne à l'encontre des souverainismes nationaux. Le temps de l'Europe reviendra peut être le jour où moins de financiers mais plus de stratèges géopolitiques seront aux commandes. La force des EU reste réelle mais les doutes sur son efficacité et sa fiabilité sont lancinants. [24]. La Russie est en veille sur les échecs occidentaux, la Chine poursuit son désenclavement stratégique avec les nouvelles routes de la soie. Elle étend son influence régionale mais ne s'engage pas pour l'instant à combler le « **vide hégémonique mondial** ». Nous vivons une période d'incertitude stratégique. Même si l'on admet la fin du paradigme schmittien [25] selon lequel la politique est d'abord constituée par la distinction ami/ennemi, la fin de cette dichotomie centrale n'est pas la fin de la conflictualité. L'allié qui devient partenaire ne nous rassure pas sur le retour éventuel d'un conflit frontal. **Les ennemis sont mouvants ou en réseau mal définis (terrorisme)**. La séparation entre guerre et paix change de nature (Liban, Géorgie). De nationale, la Sécurité devient sociétale (cyberattaques, vache folle). La menace hier facilement identifiable devient diversification de risque. La sécurité est-elle sortie de l'âge théologique [26] ?

La situation contemporaine est complexe et instable : ni stabilité géopolitique hégémonique ni affrontement économique chevaleresque, ni Nations totalement souveraines, ni gouvernance mondiale... Les rapports de force n'ont pas disparu au profit des normes juridiques. La Pax America tente à se détruire de l'intérieur. Le pouvoir de nuisance domine souvent sur le pouvoir structurant. La dialectique fragmentation/universalisation est à l'oeuvre mais vers quels chemins ? Le populisme va dans le sens d'une dérèglementation qui veut s'affranchir du bien public et des coopérations internationales. **B. Badie et M. Foucher dans leur dernier ouvrage** [27] montrent bien la mutation des nationalismes et leur double face. Les deux auteurs définissent le néo-nationalisme comme l'affirmation de la puissance dans sa nostalgie (= danger lourd). Au XIXe siècle, le nationalisme était le chemin de passage de l'absolutisme à la souveraineté populaire. Aujourd'hui, il prend les accents de l'autoritarisme et du repli. La veine nationaliste du Sud émergent surfe sur le contentieux historique avec l'Occident (colonisation etc...). Le néo-nationalisme occidental s'appuie sur les souffrances attribuées à la mondialisation et à ses divers dumpings.

Derrière la mondialisation et les fragmentations se cachent des logiques de puissance beaucoup moins lisibles. Le retour à la puissance de ces logiques profondes passe par la double dérèglementation interne et internationale. Peut-être un monde post-américain, en tout cas post-hégémonique. Aucun pays ni même la Chine, n'est aujourd'hui « prêt » à combler le vide post-américain. Belle illusion historique de la disparition de la puissance et de la pacification occidentale par l'économie...

P. Lallemand, Professeur Agrégé de Sciences économiques et Sociales, octobre 2017

Notes

[1] Voir par exemple la polémologie, science de la guerre. Branche des relations internationales qui étudie les conflits et leurs origines (G. Bouthoul, 1896/1980). Pour la sociologie en général, les rapports humains sont souvent analysés sous l'angle conflictuel

- [2] Cohen Samy, La résistance des Etats, 2003, Seuil
- [3] En somme un level playing field, un marché plat...)
- [4] Pour Bill Clinton par exemple qui reprend la thèse du doux commerce. Lire aussi l'article de F. Munier sur diploweb.com : après la « mondialisation heureuse », le retour de la guerre ? septembre 2015
- [5] B. Badie et M.C. Smouts, Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale, 1999
- [6] B. Badie, l'impuissance de la puissance. Essai sur les nouvelles relations internationales, 2004, Fayard
- [7] E. Delbecque, L'influence ou les guerres secrètes, 2012
- [8] S. Sur, Relations internationales, Paris Montchrestien, 2006
- [9] T. Gomart, Le retour du risque géopolitique. Le triangle stratégique Russie, Chine, Etats-Unis. Note de l'Institut de l'entreprise, 2016
- [10] Cf en particulier les thèses réalistes. L'Etat cherche à renforcer sa puissance. Gilpin, Krasner
- [11] M. Albert, Capitalisme contre capitalisme, Seuil, 1991
- [12] Hillary Clinton
- [13] B. Badie, Nous ne sommes plus seuls au monde. Un autre regard sur l'ordre international. La Découverte, 2016
- [14] Article de R. Dely, Marianne, 2017
- [15] F. Zacharia, Le monde post-américain. Préface H. Vedrine, Tempus, 2011
- [16] D. Battistella, Théorie des relations internationales. Sc Po Les Presses, 2009
- [17] Battistella, op cit
- [18] T. Gomart, op cit
- [19] Z. Laïdi, La norme sans la force, Presses Sc Po, 2013
- [20] P. Lallemant, La mondialisation est un jeu de masques, cf schéma sur le site
- [21] Article G. Duval, Ce que l'affaire STX nous dit de l'Europe, Alter éco n°371, septembre 2017
- [22] T. Madelin, Dispositif anti-OPA. L'Allemagne a désormais son décret Montebourg, Les Echos, juillet 2017
- [23] cf les très nombreuses publications autour de ces thématiques
- [24] op cit 14, cf les nombreux revirements et effets de manche du Président Trump
- [25] Carl Schmitt, (1888/1985), juriste officiel du 3e Reich, selon lequel la politique est d'abord constituée par la distinction ami/ennemi. Vision absolutiste de l'Etat
- [26] J. Delumeau
- [27] B. Badie et M. Foucher, vers un monde néo-national ?